



## FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Éducation, Recherche, Culture, Formation,  
Insertion

Section départementale du Tarn

### Motion présentée lors du CDEN du 01/02/21

**M. Blanquer**, où est la « *revalorisation historique* » quand les professeur.es ont perdu en moyenne 275 euros mensuels depuis 10 ans à cause de l'inflation et du gel du point d'indice ? Où est cette « *revalorisation historique* » quand la prime dite d'attractivité exclut 2/3 des professeur.es ? Où est cette « *revalorisation historique* » quand la prime d'équipement de 150 euros est loin de couvrir les frais réels de l'équipement informatique ? Et quand cette prime n'est pas versée aux professeurs-documentalistes et aux CPE ?

**M. Blanquer**, où est cette « *revalorisation historique* » quand rien n'est prévu pour les personnels administratifs, ou pour les AED et les AESH payés au SMIC pour des temps partiels quasi systématiquement imposés ?

**La FSU réclame une véritable revalorisation des salaires qui passe avant tout par le dégel du point d'indice.**

**M. Castex**, où est l'« *Éducation Nationale particulièrement choyée* » quand le budget 2021 ne prévoit aucune création de poste mais des transferts entre 2<sup>nd</sup> et 1<sup>er</sup> degré ? Dans les collèges et les lycées, où est l'« *Éducation Nationale particulièrement choyée* » quand on supprime des postes de professeurs à tour de bras malgré un nombre d'élèves en hausse, et quand on ne crée aucun poste de CPE et d'AED ?

Dans les écoles, où est l'« *Éducation Nationale particulièrement choyée* » quand le manque de personnel est tellement criant que, dans le Tarn, ce sont chaque jour 15 à 20 professeur.es des écoles qui ne sont pas remplacés ?

Où est l'« *Éducation Nationale particulièrement choyée* » quand les AESH, en nombre insuffisant, doivent accompagner plus d'enfants, au détriment de la qualité de l'accompagnement ? Quand certains enfants tarnais n'ont toujours pas l'AESH auquel ils ont droit ?

**La crise sanitaire** agit comme un révélateur des politiques désastreuses menées dans l'Éducation Nationale depuis des années.

Mais le **ministre Blanquer** continue de répéter que « *nous sommes préparés à tout* ». Préparés à quoi quand il n'y a aucun recrutement supplémentaire prévu pour que Vie scolaire ne rime plus avec vie précaire ? Préparés à quoi quand rien ne change sur le terrain alors que le ministre annonce un énième renforcement du protocole sanitaire ? Préparés à quoi quand un jour, il faut maintenir « quoi qu'il en coûte » les épreuves de spécialités du bac

alors que le lendemain, elles sont remplacées par le contrôle continu ? Préparés à quoi quand les gymnases doivent fermer alors qu'il reste possible d'entasser les élèves dans les salles de classe, dans les cantines, mais pas d'aller dans un gymnase de 600 m<sup>2</sup> ?

**La FSU demande que cessent les revirements incessants et les consignes contradictoires qui désorganisent l'école et épuisent les personnels !**

Mais le gouvernement ne s'arrête jamais ! Pendant la crise sanitaire, les travaux de démantèlement continuent ! Et ce sont les réseaux d'éducation prioritaire qui sont menacés par un ministre qui va trouver le moyen de faire des économies sur leur dos ! Et ce sont les infirmiers et infirmières scolaires, que la loi 4D prévoit de transférer aux départements, ignorant leur rôle essentiel auprès des élèves des collèges et des lycées.

Pour le gouvernement, tout est bon pour faire sauter les cadres réglementaires nationaux du service public d'éducation.

**Alors, la FSU l'affirme, le ministre Blanquer n'est pas un interlocuteur crédible pour mener les politiques dont l'école a besoin. Nous ne voulons plus de ce mépris et de cette communication mensongère ! Nous voulons une véritable revalorisation de tous les personnels, nous voulons des créations de postes qui abaissent les effectifs des classes, nous voulons des améliorations des conditions de travail et d'apprentissage !**

**EN UN MOT : NOUS VOULONS NOTRE PART DU PLAN DE RELANCE !**

Avec une dotation nulle pour notre département à la rentrée 2021-2022, des effectifs quasi stables et les dispositifs du ministre Blanquer à abonder (mesures exceptionnelles de rentrée 2020, dédoublement en REP, postes de conseiller.ères pédagogiques mathématiques, postes référent.es divers et variés...), la situation ne va pas s'améliorer à la rentrée prochaine, bien au contraire avec un nombre inédit de fermetures de postes depuis les années Sarkozy alors que le COVID ne devrait, a priori, pas avoir disparu.

Malgré le niveau de maths très moyens des élèves français selon l'étude TIMSS, n'importe lequel d'entre eux aurait pu résoudre l'équation – 28 classes + 9 classes + COVID = c'est la galère !

Les politiques d'austérité menées par les gouvernements successifs continuent de mettre à mal le Service Public d'Éducation déjà bien ébranlé par la crise sanitaire. La non dotation du Tarn est évidemment largement insuffisante. Les seuils de carte scolaire ne sont pas fixés en fonction de critères pédagogiques mais en fonction des moyens votés au budget de l'État. La FSU continue de dénoncer ces seuils beaucoup trop élevés.

Dans cette instance, nous voterons évidemment contre toutes les fermetures, car une fermeture désorganise toute une école en mettant les élèves et les enseignant.es dans des conditions de travail et d'apprentissage plus difficiles. Pour la FSU 81, il est impensable de fermer des classes dans les écoles où les situations d'apprentissages de nos élèves sont bonnes au prétexte qu'il faut en ouvrir là où ces conditions sont dégradées. Ce sont de réels moyens humains dont le système éducatif a besoin. Les conditions de travail des PE et d'apprentissages de nos élèves sont idéales dans les écoles que vous avez ciblé<sup>es</sup> à la fermeture... Pour la FSU, il est impératif de rompre avec ces politiques socialement injustes qui continuent de creuser les inégalités dans notre pays.

Vous annoncez, pour la rentrée 2021, une baisse des effectifs de 529 élèves par rapport à cette année. Or, sur les 48 écoles que nous avons contactées (environ 20% des écoles), il apparaît qu'au moins 96 élèves ont été « oubliés ». La baisse démographique ne semble donc pas aussi forte que ce que vous prétendez.

La situation dans bon nombre de classes uniques nous interpelle. Plusieurs d'entre elles se retrouvent avec des effectifs très élevés, notamment l'école du Verdier, qui avec 24 élèves, n'est pas en mesure d'accepter les PS et MS qui se retrouvent donc envoyés dans les écoles voisines.

Dans votre projet, vous énoncez comme priorité le soutien à la ruralité isolée et à la montagne. A la lecture des documents, avec 5 fermetures et 0 ouverture en « rural isolé » ou en « zone montagne », nous avons du mal à percevoir ce soutien.

De plus, nous comprenons mal comment il sera possible de limiter les effectifs à 24 en GS, CP et CE1 en fermant 28 postes et en n'en ouvrant que 9. Si cette limitation devait être effective, ce serait donc forcément au détriment des autres niveaux, comme nous pouvons l'observer pour les dédoublements en REP.

Depuis plusieurs années, la FSU s'inquiète de la situation des ULIS école dans le Tarn. Dès la rentrée prochaine, les effectifs seront déjà surchargés dans la majorité des dispositifs du département :

- 12 ULIS avec 12 élèves ;
- 2 ULIS avec 10 élèves
- 5 ULIS avec moins de 10 élèves.

Les ULIS-école des secteurs d'Albi, de Lavaur-Graulhet et de Castres seront, selon vos documents, déjà surchargées dès la rentrée.

Enfin, nous notons que ces élèves ne sont toujours pas pris en compte dans les prévisions d'effectifs que vous reprenez pour calculer le P/E des écoles. Il en est de même pour les élèves de moins de 3 ans et les enfants du voyage, présents sur l'école mais ne comptant pas dans le P/E lors des opérations de carte scolaire. C'est environ 500 élèves qui disparaissent lors des opérations de carte scolaire. Le SNUipp-FSU demande de comptabiliser dès ces instances de carte scolaire ces élèves !

La lutte contre les inégalités scolaires, intrinsèquement liées aux inégalités sociales, doit être un des objectifs assignés au système éducatif. Rappelons que ces inégalités ne touchent pas que les écoles de REP/REP+, comme le sous-entend la mise en place des CP et CE1 à 12. Dans le Tarn, de nombreuses écoles sont exclues de l'éducation prioritaire alors qu'elles sont situées dans des quartiers définis prioritaires par l'État :

- les écoles des villes d'Albi et de Castres qui ne font plus partie des zones d'éducation prioritaire depuis la rentrée 2015 ;
- 4 écoles de Carmaux (JBC et Jean-Jaurès, élémentaire et maternelle)
- 3 écoles de Gaillac (Catalanis, La Clavelle et Lentajou)

Les quartiers de Cantepau à Albi et de Laden à Castres font partie des 30 quartiers les plus pauvres de France (dans ces deux quartiers, le taux de pauvreté est de 60% selon l'INSEE).

Notre ministre, seul dans son bureau, a décidé de détruire un système qui, bien qu'imparfait, fonctionnait et permettait d'atténuer un peu les inégalités scolaires. Nous vous demandons, comme à chaque instances de carte scolaire, Madame la DASEN d'insister d'urgence auprès du Ministère de l'Éducation Nationale afin d'obtenir le classement pour la rentrée 2021 en REP ou REP + des écoles oubliés en 2015 alors qu'elles relèvent des critères de l'éducation prioritaire.

Les enseignant.es exigent une réelle reconnaissance, qui passe par des conditions de travail et d'enseignement améliorées et par une augmentation significative des salaires. Pour le SNUipp-FSU des conditions décentes de travail pour les PE et d'apprentissage pour les élèves nécessitent des écoles ne dépassant pas 25 élèves de moyenne par classe et 20 en REP, dans les quartiers difficiles, les petites écoles à 2/3 classes et les écoles de montagne ou en rural isolé. Elles nécessitent aussi que les enseignant.es absent.es soient remplacé.es dans leur classe, que les directeurs.trices bénéficient de plus de temps pour effectuer leurs missions sur les écoles, que les enseignant.es puissent partir massivement en formation continue, que les élèves en difficultés puissent être accompagné.es par les enseignant.es des RASED.

La taille des classes est un des leviers de la réussite scolaire, les études sont formelles et le gouvernement en est conscient puisqu'il a dédoublé les CP-CE 1 en REP et annoncé la limitation des effectifs à 24 maximum en GS, CP et CE 1 dans toutes les écoles.

35 000 classes devraient être concernées. Une annonce bienvenue, la France restant loin derrière les pays comparables de l'OCDE en ce domaine. Reste que malgré une légère baisse des effectifs dans les années qui viennent, ces mesures ont un coût budgétaire, autour de 5000 postes supplémentaires. Soit des enseignantes et enseignants à recruter et à former. Les dotations misérables pour le 1<sup>er</sup> degré ne suffiront évidemment pas à assumer les mesures annoncées à grand renforts médiatiques par le sinistre Blanquer.

Le ministère devra donc expliquer rapidement comme il entend procéder, sauf à charger encore un peu plus les autres niveaux de classes. Par ailleurs, pour le SNUipp-FSU, une telle mesure ne peut être qu'une étape. C'est bien dans toutes les classes, qu'il faut réduire les effectifs.

Nous réclamons donc un effort sur l'ensemble des classes du pays car, d'après la recherche, la taille des classes a des influences sur les conditions de travail des enseignant.es et la réussite des élèves. Elle permet plus aisément le travail sur le langage dès la maternelle et jusqu'au cycle 3, le travail de groupes, les manipulations et le suivi de chaque élève.

Pour redonner espoir aux familles, élèves et enseignant.es de ce département en leur donnant des conditions décentes de travail et d'apprentissage, c'est 110 classes dans le département qu'il faut ouvrir. Nous vous épargnons la lecture de la liste de ces ouvertures nécessaires qui a été faite tout à l'heure en CTSD mais nous la joignons en annexe.

**Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :**

- **110 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 20 en REP**, dans les quartiers difficiles qui ne sont plus reconnus en éducation prioritaire, en zone montagne ainsi que les petites structures (écoles de 2 et 3 classes) ;

- **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire ;
- **30 postes de remplaçant-es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignantEs total du département ;
- **20 postes de remplaceant-es** pour qu'il n'y ait plus de classe non remplacée pendant plusieurs jours et d'enfants scolarisés dans des classes à plus de 35, voire 40 élèves quand il faut accueillir les élèves des collègues non remplacé-es ;
- **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans** ;
- **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1) ;
- **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres que de classe** » **version SNUipp-FSU**, qui n'a rien avoir avec la posologie homéopathique de notre ancienne Ministre et encore moins avec la politique de notre ministre actuel qui les a tout simplement supprimés malgré le plébiscite des enseignants qui avaient eu la chance d'y goûter. 50 postes, donc, comme 1ère étape, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes.

**Pour une vraie refondation de l'Ecole,  
le SNUipp-FSU Tarn demande  
la création de 373 postes**

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.